

## Mali : un ultimatum pour libérer 46 soldats ivoiriens

Par [Sophie Alary](#), le 5/12/2022 à 04h22

Réunis en sommet le 4 décembre à Abuja, les dirigeants des États d'Afrique de l'Ouest réclament à la junte malienne la libération d'ici à la fin de l'année des soldats ivoiriens qu'elle détient depuis près de cinq mois, sous peine de nouvelles sanctions.



« Nous demandons aux autorités maliennes, au plus tard le 1er janvier 2023, la libération des soldats ivoiriens », a déclaré Omar Touray, président de la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), ce dimanche 4 décembre.

### Militaires ivoiriens arrêtés au Mali : Abidjan hausse le ton

Lors du 62<sup>e</sup> sommet de la Cédéao, qui s'est déroulé à Abuja, au Nigeria, les dirigeants africains ont décidé, à l'issue d'une séance à huis clos, de mettre en demeure la junte malienne pour qu'elle rende leur liberté aux 46 soldats ivoiriens détenus à Bamako depuis près de cinq mois.

Les soldats ivoiriens font partie de la Minusma

À défaut, « la Cédéao prendra des sanctions », indique un diplomate africain interrogé par l'AFP, précisant que c'est le président togolais Faure Gnassingbé qui se rendrait au **Mali** pour jouer les médiateurs.

Quarante-neuf soldats ivoiriens avaient été arrêtés le 10 juillet dernier à leur arrivée à Bamako alors que, selon la Côte d'Ivoire et la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), ils devaient participer à la sécurité du contingent allemand des casques bleus au Mali, dans le cadre d'opérations de soutien logistique.

Qualifiés par les autorités maliennes de mercenaires « venus briser la dynamique de la refondation et de la sécurisation au Mali », les militaires ivoiriens ont été inculpés mi-août de tentatives d'atteinte à la sécurité de l'État. Trois soldates ont été libérées début septembre « pour raisons humanitaires ». L'instruction en première instance des 46 soldats encore en détention est terminée, et le dossier a été transmis le 25 novembre au parquet général malien.

Les négociations ont jusqu'ici échoué

Pour tenter de trouver une issue, la Cédéao avait envoyé une délégation de haut rang en septembre, déjà sous l'égide du Togo, mais sans succès. Le chef de la junte au pouvoir, le colonel Assimi Goïta, réclamait à la Côte d'Ivoire des excuses officielles ainsi que l'extradition de plusieurs Maliens faisant l'objet de mandats d'arrêt internationaux en échange de la libération des soldats ivoiriens. Une demande jugée inacceptable par Abidjan.

La Côte d'Ivoire a depuis annoncé, le 16 novembre, le retrait progressif de ses forces engagées dans la Minusma.

### Au Mali, des soldats ivoiriens pris au piège

Au-delà de cette crise, Omar Touray a également déclaré à l'issue du sommet que le Mali devait « rétablir l'ordre constitutionnel dans les délais prévus ». Après un embargo commercial et financier de plusieurs mois, les autorités maliennes de transition se sont mises d'accord avec la Cédéao pour organiser des élections en mars 2024, après une période de transition prolongée.

La Cédéao annonce aussi une force de maintien régionale

À Abuja, les dirigeants de la Cédéao se sont également engagés à créer une force de maintien de la paix régionale pour ramener « de la paix et de la stabilité » dans une région où les coups d'État se sont multipliés ces deux dernières années et en proie à la propagande djihadiste. « Il s'agit de prendre en main notre propre sécurité et non plus de nous en remettre à des acteurs extérieurs », a déclaré Omar Touray.

Sophie Alary